

**Conseil de sécurité**

Distr. générale
6 décembre 2022
Français
Original : anglais

Lettre datée du 6 décembre 2022, adressée au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité par le Représentant permanent de la République islamique d'Iran auprès de l'Organisation des Nations Unies

Je vous écris en réponse à la lettre datée du 5 décembre 2022 adressée au Secrétaire général et à la Présidente du Conseil de sécurité par la Représentante permanente du Royaume-Uni auprès de l'Organisation des Nations Unies ([S/2022/908](#)), dans laquelle la représentante du Royaume-Uni a une fois de plus tenté d'établir un lien fallacieux entre l'utilisation de drones en Ukraine et la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité, tout en faisant de nouveau référence à la demande adressée au Secrétariat, en toute illégalité, pour qu'il se livre à des activités illicites qui vont manifestement à l'encontre du mandat qui lui a été confié par le Conseil dans sa résolution [2231 \(2015\)](#) et de la note du Président du Conseil de sécurité ([S/2016/44](#)).

La lettre repose sur une affirmation infondée qui procède du même esprit que les précédentes (voir [S/2022/771](#), [S/2022/781](#) et [S/2022/782](#)) et a pour objet comme elles de promouvoir des visées politiques : elle propage des informations techniques erronées et une interprétation fallacieuse de la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité.

La République islamique d'Iran rejette catégoriquement les allégations sans fondement formulées à son égard dans la lettre susmentionnée. La position de l'Iran est claire et, comme en témoignent les lettres datées des 19 et 24 octobre ([S/2022/776](#) et [S/2022/794](#)) adressées au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité, l'Iran a déclaré que l'utilisation d'armes classiques, y compris de drones aériens, dans le conflit qui se déroule en Ukraine n'a absolument rien à voir avec la résolution [2231 \(2015\)](#) du Conseil de sécurité et son annexe B.

De même, l'affirmation figurant dans la lettre susmentionnée, à savoir qu'il existe de nombreux précédents concernant les visites effectuées par le Secrétariat, à la demande des États Membres de l'ONU, pour enquêter sur des éléments dénotant des violations potentielles de la résolution [2231 \(2015\)](#), est juridiquement infondée au sens de la résolution [2231 \(2015\)](#) et de la note du Président du Conseil de sécurité ([S/2016/44](#)). L'Iran s'est déjà opposé à ces demandes illégales et a mis en garde le Secrétariat contre le fait qu'il risquait d'outrepasser son mandat et contre les conséquences néfastes que pouvait avoir le fait d'exploiter la formation 2231 pour servir les visées politiques de certains États Membres.



L'Iran demande de nouveau au Secrétaire général de prévenir toute utilisation abusive de la formation 2231 et du Secrétariat dans le cadre des questions liées au conflit en Ukraine.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Représentant permanent
(*Signé*) Amir Saeid **Iravani**
